



Proposition de session spéciale

Les sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC), vecteur d'action collective territorialisée

Organisateurs

Charlène ARNAUD, maître de conférences, Université Toulouse 3 Paul Sabatier
Laboratoire : Gouvernance et Contrôle Organisationnel (GCO), Toulouse
Mail : charlene.arnaud@iut-tlse3.fr

Collectif SCIC (équipe de recherche projet ANR JCJC)
Laboratoires AGIR, Toulouse ; CERGAM, Aix-en-Provence ; MOISA, Montpellier

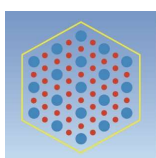
Mots clés

SCIC, transitions, innovation sociale, co-création des politiques publiques

Courte description de la session spéciale proposée

La 58e édition du colloque ASRDLF vise à questionner les recompositions et les hybridations des formes d'action collective sur les territoires, dans un contexte de nécessaire transition écologique, économique et sociale. Force est de constater qu'en accentuant les défis planétaires nécessitant de repenser la durabilité de notre écosystème, la crise sanitaire impose de réfléchir à des modalités nouvelles et alternatives de faire société et de répondre aux enjeux économiques, sociaux, environnementaux et de politiques contemporains (Adler 2014 ; Barin Cruz et al. 2017 ; Cheney 2014).

Depuis sa création, en 2001, la Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) se développe en France et apporte, à travers ses caractéristiques, des réponses territorialisées aux enjeux de développement, de transitions, de gouvernance et de solidarité. « De forme privée et d'intérêt général, la SCIC est une nouvelle forme d'entreprise coopérative qui permet d'associer celles et ceux qui, salariés, usagers, bénévoles, collectivités publiques, entreprises, associations..., veulent agir ensemble dans un même projet de développement local et durable » (Margado 2002: 19). La création du statut SCIC est le résultat d'un projet pragmatique et d'une démarche collective d'acteurs locaux qui ont fait émerger la nécessité d'une adaptation des textes de loi afin de proposer une vision multi-parties prenantes des coopératives – celles ne regroupant qu'une seule catégorie de membres limitant les fonctions sociales de l'entreprise dans l'environnement qu'elle construisait (Margado 2002). L'utilité sociale – c'est-à-dire la réponse marchande à une demande sociale (Bonnemaizon et Béji-Bécheur 2018) – se conçoit adossée au territoire sur lequel la SCIC souhaite s'implanter. La SCIC apparaît ainsi comme « une réponse possible pour orienter les choix vers la société dans laquelle nous voulons vivre » et permet de voir éclore un « service citoyen » en ce qu'elle représente « la société dans toute sa diversité » (Liénard 2016 : 66) à travers le multisociétariat (PICRI PAP SCIC 2020, 2016). Ce dernier « permet d'associer, autour du même



Association
de Science Régionale
de Langue Française



SciencesPo
Rennes



arènes
UMR 6051



projet de développement territorial, des acteurs divers : salariés, bénévoles, usagers, collectivités publiques, entreprises, associations, particuliers, etc. » (Chevalier et Gaulène 2015 : 131).

Cette session spéciale vise ainsi à mettre en lumière les SCIC au regard des modalités alternatives d'interaction, de coordination et d'action qu'elles portent sur les territoires. Loin d'être exhaustive, la liste suivante pourra aiguiller les potentiel.le.s contributeur.rice.s :

- Les SCIC, instrument d'innovation dans la fabrique des politiques publiques.
- Les SCIC vectrices d'une nouvelle logique de co-création des politiques publiques locales.
- Les écosystèmes territoriaux construits autour des SCIC.
- L'analyse de réseaux de SCIC.
- Les enjeux de gouvernance (territoriale) des SCIC.
- La gestion des tensions au sein des SCIC.
- De l'innovation sociale à la transformation sociale par les SCIC.
- Les différentes logiques institutionnelles qui parcourent les SCIC.
- Les SCIC, ancrage et caractéristiques en fonction du secteur d'activité.
- Les SCIC, quelle réalité sur quel territoire.
- ...

Références

ADLER, P. S., (2014), Capitalism in Question, *Journal of Management Inquiry*, vol. 23, n°2, p. 206-209.

BARIN CRUZ, L., AQUINO ALVES, M. & DELBRIDGE, R., (2017), Next steps in organizing alternatives to capitalism: toward a relational research agenda: Introduction to the Special Issue, *M@n@gement*, vol. 20, n°4, p. 322-335.

BONNEMAIZON, A. & BEJI-BECHEUR, A., (2018), Démocratie du statut à l'action, *Revue française de gestion*, vol. N° 276, n°7, p. 123-142.

CHENEY, G., (2014), *Alternative organization and alternative organizing*, *Critical Management Studies*, Text. <http://criticalmanagement.org/node/3182> (page consultée le 03/01/20)

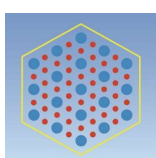
CHEVALIER, I. & GAULENE, S., (2015), L'économie sociale et solidaire: un enjeu de territoire, *Empan*, vol. n° 97, n°1, p. 129-133.

LIENARD, Y.-A., (2016), Du service public au service citoyen, *RECMA*, vol. N°340, n°2, p. 65-76.

MARGADO, A., (2002), SCIC, société coopérative d'intérêt collectif, *Revue internationale de l'économie sociale*, n°284, p. 19-30.

PICRI PAP SCIC, (2020), Maintenir dans la durée le multi-sociétariat : quelles solutions sont pratiquées par les SCIC. In Combes-Joret M. et Lethielleux L., *L'exemplarité dans l'économie sociale et solidaire : initiatives inspirantes et modèles novateurs*, à paraître.

PICRI PAP SCIC, (2016), Les Scic, entreprises de demain: le multisociétariat à l'épreuve de la gestion, *Revue internationale de l'économie sociale*, n°340, p. 52-64.



Association
de Science Régionale
de Langue Française



SciencesPo
Rennes



arènes
UMR 6051